

NOUVEAUX MODES D'OCCUPATION DE L'ESPACE, NOUVEAUX MODES D'HABITER SUR LES HAUTS PLATEAUX ALGÉRIENS

Guy DUVIGNEAU

Le mouvement, amorcé depuis plus de deux décennies, qui déplace les populations rurales de l'Algérie vers les grandes et moyennes agglomérations, provoque un changement considérable dans la façon d'habiter. C'est un phénomène national, déjà fortement perceptible à l'analyse du recensement de 1977 et amplement confirmé au vu des premiers résultats connus du recensement de 1987 : par rapport à la population totale algérienne, la population éparse, en 1966, représentait presque la moitié (44 %). Aujourd'hui elle n'en constitue pas le tiers (29 %) (A. Ancer, 1987).

Les Hauts Plateaux présentent de façon saisissante la rupture d'avec l'ancien mode d'occuper l'espace et d'habiter. Cette vaste région qui coupe le pays, d'Est en Ouest, sur 1 000 km et dont la largeur dépasse souvent les 150 km, constituait voilà trente ans un espace agropastoral, occupé par une population éparpillée en toutes petites agglomérations traditionnelles, *mechtas* ou *douars* : il s'y perpétuait un modèle d'habitat ancestral, à la fois lieu de l'existence familiale élargie et centre de l'activité économique, point focal régissant l'occupation de l'espace rural. Bordant cette région, en son Nord et en son Sud, quelques villes, de médiocre importance pour la plupart, s'échelonnaient tous les 150 à 200 km, de Sidi Bel Abbès à Souk-Ahras, de Tebessa à Aïn Sefra...

Depuis, le paysage s'est radicalement transformé. Dans les activités économiques d'abord, à la fois par l'effet des réformes et restructurations agraires et par la politique d'industrialisation, qui créait plusieurs pôles industriels sur les Hauts-Plateaux. La condensation d'emplois nouveaux autour de certaines agglomérations, l'accès d'anciens centres ruraux au rang de chefs-lieux de commune (ceux-ci ont plus que doublé ces dernières années), la multiplication des équipements et infrastructures urbaines par les différents Programmes Spéciaux et Plans Communaux de Développement, la création des Villages agricoles de la Révolution agraire, pour ne citer que les aspects les plus visibles de la politique nationale de développement, ont provoqué une mutation sociale générale dans le monde rural des Hauts Plateaux.

Aussi constate-t-on, dans toute la région, une deshérence de l'habitat rural traditionnel, qui accompagne l'abandon progressif de l'existence en zones éparées.

Ce n'est pas uniquement le type du logement qui a changé : s'il est bien avéré que le logement inscrit sur le sol, par sa conception même, le mode de relations que l'homme établit avec ses proches et le groupe social, avec l'espace et la nature, alors les nouvelles formes d'habitat que nous constatons révèlent une nouvelle façon d'exister, d'être avec les autres, une nouvelle division, familiale et sociale, du travail et des rôles. Nous voudrions montrer, dans les pages qui suivent, l'impact des mutations sociales de ces dernières décennies sur le mode d'habiter, dans les Hauts Plateaux algériens.

Mais, à l'inverse, les nouveaux types de logement engendrent de nouvelles manières d'exister. Car, comme une longue observation permet de le constater (G. Duvigneau, 1984), l'habitat nouveau n'est pas que signe d'un changement accompli : par sa nouveauté-même il initie à d'autres relations, à d'autres modes de vie. Plus encore, s'il est symbole d'une nouveauté, d'un déplacement, d'une rupture avec un mode ancien d'être et d'habiter; il est également le produit d'une démarche des individus et des groupes : ceux-ci, en bâtissant un logement neuf par des techniques nouvelles, peuvent révéler, dans une situation toute inédite, des traits et des valeurs propres à leur culture de toujours. Le nouveau mode d'habiter peut alors signifier en même temps rupture avec un passé récent et réappropriation de valeurs culturelles pérennes. Cela nous est apparu de manière très particulière dans le Plateau du Sersou et dans la région, plus large, de Tiaret.

I) L'ABANDON DE L'ESPACE ET DE L'HABITAT ANCIENS

Une haute plaine céréalière de 60 000 hectares longe les piémonts du Massif de l'Ouarsenis, en bordure de la steppe aride; nous sommes à l'Est de Tiaret, immédiatement au sud de l'ancienne daïra de Tissemsilt, à l'extrême limite des terres labourables. Jusqu'en 1904, aucune ville, aucun sédentaire : le Sersou, « pays du mouton » et de la transhumance, ne fut labouré pour la première fois qu'après le début du siècle. Cette région, pour la période récente, résume de façon remarquable les traits majeurs de la politique nationale de développement. Il s'y est d'abord conduit dans les années 70 la plus forte opération intégrée de recherche et développement agricole de l'Algérie, qui devait servir de modèle pour l'intensification future de l'élevage et de la céréaliculture dans les autres régions labourables des Hauts Plateaux. Ensuite, l'effort de développement industriel s'y est marqué par la création du pôle de Tiaret; quatre gros complexes, dont deux d'industrie lourde, ont été installés dans la région, accompagnés en dix ans de la création d'environ 10 000 emplois. Enfin, la politique d'urbanisation et d'habitat a permis la création de cinq nouvelles communes à partir d'anciens petits centres ruraux; huit villages socialistes ont été édifiés.

Ce bref aperçu des initiatives de l'Etat pour l'aménagement de la région du Sersou incite à conclure à une fixation des populations rurales dans des

conditions modernes d'activité et de logement, également réparties à travers toutes les portions de l'espace. La réalité est toute différente : le dynamisme des différents groupes sociaux s'est orienté vers d'autres voies.

1) L'exode rural et la conquête de la ville.

Malgré la mise en oeuvre des programmes de modernisation de l'agriculture et la création de nouveaux villages et communes, cette région souvent qualifiée de « grenier de l'Algérie » ne garde pas sa population agricole. Les chiffres sont éloquentes : en vingt ans, la majorité des communes du Plateau du Sersou a connu un taux moyen de croissance démographique annuel inférieur de 1,5 à 3,5 points à la moyenne nationale. Au centre même du plateau, de 1966 à 1977, la population rurale épars ne s'est progressée au total que de 1,5 % quand la population progressait de près de 80 % dans les agglomérations.

C'est que les anciens habitants des minuscules *mechtas* ne vont pas s'installer en n'importe quelle agglomération récente : un fort mouvement entraîne la majorité d'entre eux vers les gros bourgs à caractère urbain prononcé (comme Tissemsilt ou Mahdia), où le type d'emploi, d'existence, de consommation, de logement, n'est plus rural mais citadin. Un grand nombre va grossir la ceinture d'habitat dit *précaire* qui entoure et engorge le centre urbain de Tiaret. Ceux enfin qui ne peuvent gagner ces villes s'installent dans les petits centres situés sur le grand axe routier qui permet l'accès immédiat à la grande ville (cas de Dahmouni, de Hammadia). Toutes ces agglomérations ont un taux de progression démographique d'au moins un point supérieur à la moyenne nationale. Ainsi, toute agglomération qui n'est pas à l'image de la ville, ou qui ne s'en rapproche pas, se vide régulièrement au profit des autres.

2) La rupture avec l'ancien mode d'habiter est radicale.

L'habitat rural traditionnel en épars correspondait à une manière d'occuper l'espace. Les fonctions de l'*haouch*, regroupées autour de la cour centrale, étaient multiples : logement familial de la multiple descendance du père de famille, étable et bergerie, grenier, magasin d'outillage, semences et produits divers, espace de l'économie familiale gérée par les femmes (*barrate* en peau de chèvre, four pour la cuisson du pain et des poteries, enclos pour le petit élevage domestique, abri pour les agneaux et brebis malades que la femme soignait, atelier de tissage et sparterie). La maison traditionnelle était donc le centre d'un complexe d'activités complémentaires qui mettaient en valeur toutes les ressources d'un espace environnant, totalement maîtrisé, dont l'*haouch* était à la fois le centre géographique et la signification de son emprise par l'homme. De plus, la disposition en *douar* ou cercle inscrit autour du point central de la *kouba*, lieu de repos de l'ancêtre fondateur de la parenté agnatique environnante, signifiait à la fois l'appropriation collective d'une large fraction de l'espace rural par le groupe social, et la permanence et solidarité de ce dernier.

L'abandon de ce mode d'habiter et d'occuper l'espace ne s'explique pas par le rejet de ce mode social d'existence, mais d'abord par la crise subie par le monde agricole, et qui fut très vive dans trois domaines essentiels : l'emploi, les conditions de vie, l'habitat.

a) *La crise de l'emploi.*

Elle fut un effet inattendu des politiques d'intensification agricole. Le développement de l'agriculture, jusqu'à l'année 1984, se fit uniquement au profit des grandes fermes de l'autogestion : leur rentabilisation fut conçue par le recours à l'extrême mécanisation sur de très grandes surfaces, avec une économie maximale des charges de main d'oeuvre. Un tel modèle de développement induisait, dans une région au fort potentiel agricole, la raréfaction de l'emploi. Le petit paysan privé, qui à chaque génération voyait s'amenuiser le patrimoine familial par le jeu des partages entre les héritiers, n'avait accès à aucun moyen d'améliorer les techniques culturales et l'amendement des sols. Progressivement, ses nombreux fils devenaient des paysans sans terre, demandeurs d'emploi, sans aucune chance de trouver une embauche dans l'agriculture. Ils se trouvèrent en forte concurrence, dès les années 1962, avec de nouveaux venus : les fils de nomades ruinés du Grand-Sud, des grandes tribus Larba et Ouled Nail, venus des lointains de Djelfa ou de Laghouat pour risquer une sédentarisation en offrant leur qualification d'éleveurs aux grands domaines autogérés possesseurs de cheptel ovin. Pour ceux-là, la rupture dans le mode d'habiter sera extrême : il leur faudra passer de la tente nomade à la petite pièce en parpaings, louée, à la périphérie de Mahdia ou de Tissemsilt, à une famille sédentaire déjà à l'étroit. Autre concurrence dans cette course à l'emploi : celle des montagnards des Piémonts et massifs de l'Ouarsennis, au Nord, attirés par l'aspect d'abondance des grandes surfaces labourées du Plateau, et par la perspective d'un salaire régulier dans un emploi permanent.

b) *La crise de l'habitat.*

Dès lors on va s'entasser dans un garage ou une soupenne, avec tous les enfants, sans cour, ni four, ni étable, ni petit élevage, ni parenté voisine, livré seul à la dépendance de tous les autres, loin du groupe familial intégrateur, dans un espace inconnu où l'on ne peut pénétrer ni s'employer. De cette très forte tension sur l'emploi, et en même temps sur l'habitat urbain, un nombre important de sans travail va très vite s'échapper en gagnant Tiaret, ses chantiers et ses gros complexes industriels. Au niveau de l'habitat, la rupture sera consommée : on se risquera à édifier aux marches de la grande ville une sorte de forme dégradée de l'*haouch*, bâti précaire en matériaux cueillis çà et là, sans aucune commodité ni hygiène; plus tard, les chanceux réussiront à s'édifier une vraie maison et à reconstruire un entourage social. Les politiques d'aménagement de l'espace agricole n'ont en effet pas suffi à répondre à la demande, pour trois raisons essentielles :

- La politique de construction de villages agricoles socialistes n'a pas créé d'habitat supplémentaire : elle a substitué une forme d'habitat à une autre. Les attributaires de maisons neuves dans ces villages ont dû, dès leur installation, détruire leur ancien *haouch* : cet acte signifiait la révolution instaurée dans le mode de vivre en milieu agricole. Impossible de construire un logement à la périphérie de ces nouveaux villages, tout le terrain environnant étant propriété inaliénable des coopératives de production de la Révolution Agraire (CAPRA).

Ces villages neufs n'ont donc pu répondre à la demande croissante de logement causée par l'extension démographique particulièrement vive dans le milieu rural.

● Jusqu'à l'année 1982, les agglomérations du Sersou n'ont pas bénéficié de programmes conséquents de construction de logements urbains ou semi-urbains. Par exemple, à Mahdia, en vingt ans (1962/1982), la population aura triplé, s'accroissant à chaque décennie de plus de 7 000 habitants. Or, pour toute cette période, la municipalité n'a pas construit plus de 200 logements, dont une trentaine de villas pour les cadres de l'administration urbaine. On devine les conditions dans lesquelles se sont logés les nouveaux sédentarisés venus des grands espaces libres du Sud ou des vallons boisés de l'Ouarsennis.

● Enfin, les politiques de développement agricole, qui disposaient de budgets très étroits par rapport à ceux qui étaient affectés au développement industriel prioritaire, se sont attachées à la poursuite d'objectifs productivistes sans pouvoir concéder d'améliorations au niveau des conditions sociales d'existence. Ainsi, les vaches finissent par être, dans certains cas, au dire des ouvriers des domaines, mieux logées que les travailleurs : à côté d'étables modernes, construites en dur et bien aérées, on pouvait voir des gourbis en terre sèche, à toit de chaume ou *diss*, où se logeaient les trayeurs et autres travailleurs de la « section élevage ».

c) *Les conditions de vie.*

L'habitat traditionnel épars, à partir des années soixante-dix, ne peut plus être le cadre d'une existence assurée. Par le jeu des héritages successifs, des surfaces de plus en plus restreintes ne suffisent pas à nourrir des enfants de plus en plus nombreux. Les revenus diminuent en même temps que les surfaces disponibles s'amenuisent et que les moyens de maintenir les rendements font défaut. Dans le même temps, le groupe social se dissout lentement : les hommes inoccupés et encore jeunes gagnent la ville et l'emploi salarial assuré des chantiers et usines. Si bien qu'une autosubsistance en même temps qu'un fort affaiblissement des possibilités d'entraide confinent la population rurale éparsée dans des conditions de vie de plus en plus précaires. Ce modèle d'existence se disqualifie progressivement, en regard du développement des villes et des gros bourgs que l'habitant de l'*haouch* contemple dès lors qu'il ne peut plus assurer l'avenir de ses enfants en restant là où il est actuellement logé. S'il y reste, il est disqualifié par rapport à l'ensemble de ses concitoyens qui ne cessent, depuis l'Indépendance, d'améliorer leur niveau et leurs conditions de vie. Ainsi, l'habitat ancien n'est plus le symbole d'une identité de l'homme rural fier de son métier et de sa famille.

Il faut avoir séjourné dans les petites *mechtas*, en bout de piste (impraticables durant les mois durs de l'hiver) pour mesurer l'aspect concret de la dureté de la vie dans ce milieu : l'électrification des campagnes, dans ces immensités, avance lentement; les douars éloignés sont encore inaccessibles au réseau. Démuni de moyen motorisé de transport, le chef de famille passe de longues journées à transporter des bouteilles de gaz vides vers la grand'route et l'agglomération, à faire la navette pour approvisionner sa maison en chauffage

et en feu pour la cuisine. Les enfants ne peuvent aller à l'école : elle est trop loin pour les petites jambes qui, l'hiver, devraient marcher longtemps dans le froid et la pluie. Impossible également d'avoir facilement recours au médecin ou à l'hôpital : comment transporter, dans de telles conditions, un malade ? Or des malades, il n'en manque pas l'hiver à la maison, sous le toit de tôle qui condense l'humidité accrue par le chauffage au gaz. Enfin, les approvisionnements essentiels, tous à procurer en ville, absorbent une grande partie du temps disponible, qui manquera à l'activité agricole.

A la maison, les femmes, de la vieille mère à la jeune maman, supportent de plus en plus mal cette existence, au vu des enfants malades, dans l'isolement, loin du groupe des femmes, du *hammam*, du *souk*, de l'hôpital, de l'école, de la mosquée. On se sent insensiblement distancé par le groupe : or dans cette culture l'homme seul n'est rien, il perd son identité qu'il ne perçoit que dans l'intégration à la forte cohésion du groupe. On se sent moins homme loin des rassemblements pour la prière, privé de l'aide et de la participation des *touiza*, travail collectif pour la réalisation facile et rapide des gros travaux. C'est avec les bras de tous les hommes de la *mechta* qu'on bâtissait naguère la maison, qu'on refaisait le toit tous les ans ou tous les deux ans, qu'on creusait ou récurait le puits familial.

Dans sa quête d'une nouvelle manière d'habiter, l'homme rural part à la recherche de son identité, de sa culture, de son groupe.

II) LES NOUVEAUX MODELES D'HABITAT

Les nouveaux modèles d'habitat sont nombreux : l'Etat est lui-même à l'origine de trois modèles différents : la maison de type moderne-urbain en village socialiste agricole, l'appartement en collectif dans les agglomérations, la villa individuelle. Les communes pour leur part ont construit des logements de type semi-urbain. Les particuliers issus du monde rural inventent des types divers de logement à la mesure de leurs moyens et de la représentation du type d'existence - et d'activité - qui les inspire. Il peut être intéressant de préciser d'une part le modèle « Village agricole socialiste », parce qu'il fut le premier, et le plus massif, à être proposé sur le Plateau, et d'autre part les modèles d'habitat récent repérables dans une agglomération à forte expansion urbaine.

1) Les nouvelles maisons des Villages socialistes agricoles.

Dans le Sersou, le premier des huit villages fut inauguré en 1973. Les bénéficiaires en étaient des sédentaires ou semi-sédentaires, aux ressources très exigües, paysans sans terre ou tout-petits éleveurs de la frange steppique sud du Plateau. Ils abandonnaient et détruisaient leur ancienne maison, un *gourbi* de pierres multiformes liées par un argile cru, avec un toit de *diss*, couvrant une seule pièce familiale chauffée par le foyer entretenu dans le coin des femmes; un enclos adjacent, fait de broussailles et d'épineux, permettait de parquer une quinzaine de moutons et de chèvres, et quelques poules.

Le type de logement où ils pénètrent va complètement bouleverser leur mode d'existence. La nouvelle maison a été conçue sur le type d'un appartement de ville : le Village entraîne une « H-L-Misation » du territoire rural (D. Lesbet, 1983). Plus de pièce commune où toute la vie familiale se déroulait dans la multiplicité des tâches, dans la chaleur du groupe familial rassemblé : de petites pièces de 3 m x 3 m, fonctionnelles, isolent les membres de la famille, séparent la mère dans sa minuscule cuisine, des enfants blottis ailleurs. Le plan intérieur et la répartition des surfaces s'inspire, sur moins de 50 m², du plan d'un appartement économique en cité d'urgence. Une cour, soigneusement empierrée, reste sans vie : petit jardinage, petit élevage y sont interdits. Dans ce local restreint, aux pièces étroites, impossible d'assurer les gestes et les tâches de la traditionnelle répartition du travail familial. C'est que les besoins doivent être assurés par la collectivité volontaristement créée par l'existence du village. On passe ainsi brutalement de l'auto-subsistance multiforme à l'économie de marché : la plupart des produits de l'ancienne activité familiale et surtout féminine, devront désormais s'acheter. Réduit à la seule fonction de logement, l'habitat suppose des revenus monétaires quotidiennement disponibles. Les besoins sont décuplés d'un coup : au lieu de la natte ou du grand tapis, il faut acheter du mobilier, sièges, tables, lits, batterie de cuisine qu'on ne peut plus façonner en poterie, et autant d'appareils de chauffage que de pièces. Légumes, viande de petit élevage, tout doit s'acheter, y compris le pain. Désormais la femme est démunie de ses outils et instruments habituels, et d'une grande partie de ses activités. L'homme est hanté par la recherche d'un revenu salarial garanti et suffisant. Le logement n'est plus un centre d'activités productrices ni le pôle d'une mise en valeur de l'espace qui l'entoure : c'est un centre où l'on consomme (D. Lesbet, 1984). Le lien affectif à la terre, à l'animal, à la plante est brutalement coupé, tout comme l'identification entre vie de famille et vie de travail. Un ancien mode d'existence est ainsi aboli, il faut inventer une autre façon de vivre et d'exister ensemble. Cependant, la satisfaction nouvelle des besoins par la collectivité du village socialiste (école, centre de santé, petit centre commercial) éveille des envies neuves qui vont s'amplifier. On commence à rêver d'un modèle de consommation accrue, que la modicité des équipements du village, jointe au bas niveau des revenus salariaux, ne peut assouvir. Le village socialiste agricole diffuse un modèle qu'on ne peut pleinement satisfaire qu'en allant s'installer en ville.

2) Les nouvelles manière d'habiter en ville.

Le meilleur exemple est Mahdia, cette ville qui aura triplé en vingt ans par l'afflux des ruraux. Pour y faire face, la commune aura développé trois types de logements : a) les villas, spatieuses, selon un modèle urbain prononcé, au nombre d'une trentaine, réservées en principe aux cadres de l'administration; leurs façades donnent un petit air de modernité citadine à l'axe central de Mahdia; b) une cinquantaine d'appartements en collectif, dans des bâtiments de type urbain à cinq niveaux; c) enfin une centaine environ de logements économiques de type semi-rural constitués de trois pièces d'habitation avec cuisine et sommaire salle d'eau, en rez-de-chaussée ouvrant sur une minuscule

courette. Tout cela est bien peu pour une ville qui a gagné 14 000 habitants, et dont, en 1962, les citoyens étaient pour la plupart entassés dans des logements vétustes et parfois insalubres.

Devenue chef-lieu de daïra depuis 1984, la ville connaît des aménagements tout récents qui corrigent l'aspect qu'elle présentait naguère : celui d'une collectivité duale. D'un côté, les sédentaires de longue date et les fonctionnaires ou agents des entreprises publiques et parapubliques, occupant l'ensemble du parc immobilier de type citadin récent et les maisons, villas et immeubles construits naguère par les européens fortunés : l'habitat est bien la projection sur le sol d'une situation sociale prééminente, les commerçants, de gros et de détail, les entrepreneurs privés et les professions libérales s'y distinguent souvent par le soin apporté à l'entretien extérieur du logement, du jardin et de la clôture.

Derrière ces confortables logements en façade sur les rues dominantes, au delà des logements économiques semi-ruraux et des sous-quartiers vétustes bâtis avant l'indépendance et encore parfois appelés « les communaux », la population récemment agglomérée a bâti, de sa propre initiative, des logements qu'on peut classer en trois types :

- Le type *logement familial économique* de type sub-urbain, provisoire, comprenant deux ou trois pièces dont une cuisine, sans égoût ni raccordement au gaz, doté d'électricité par un raccordement bricolé au réseau; ce type représente une solution provisoire, faute de moyens financiers, et se colle souvent contre une autre maison d'un type plus évolué; souvent il ne comporte ni courette, ni abri pour animaux d'élevage; il peut s'améliorer et s'étendre avec le temps (courette servant de *zriba* pour les animaux, pièce supplémentaire, branchement sur les réseaux d'eau et d'électricité, toiture modifiée).

- Le type de *maison urbaine à double fonction*, habitat et commercial, dont tout le rez-de-chaussée, consacré à une activité de commerce ou d'artisanat, est constitué de grands garages polyvalents; les étages sont réservés au logement familial, selon un modèle évolutif que l'on constate partout ailleurs dans le Maghreb.

- Enfin, le type « *haouch* » transformé : un logement familial à grandes pièces communes distribuées autour d'une grande cour fermée de hauts murs, permet de loger les familles des parents et des frères. Un garage pour camion, véritable dépôt et magasin de stockage. Très souvent, des petites pièces réparties autour de la cour, à l'opposé des pièces d'habitation, et réservées aux bêtes d'élevage, à la conservation du fourrage, avec parfois un petit atelier polyvalent. Ce type de bâtiment, sans étage, représente une adaptation ingénieuse où le modèle de vie familiale et sociale d'antan est préservé et continué, au centre d'une activité économique multiforme où l'initiation à l'économie marchande et de services veut laisser subsister des activités rurales complémentaires (élevage ovin et bovin, petit élevage de basse-cour, jardinage dans la cour) qui permettent un certain degré d'autosubsistance.

Ce dernier type d'habitat se retrouve à la périphérie de la grande ville de Tiaret, dans les zones à habitat dit « précaire », où, presque toujours, le logement

familial se triple d'une mini-ferme d'élevage et de tout petit maraîchage, et d'une sorte de garage-entrepôt-échope où l'on peut tenter n'importe quelle petite activité artisanale ou commerçante.

III) RUPTURE ET REINVENTION CULTURELLE

Les nouveaux modes d'habiter signifient et provoquent une radicale rupture avec un ancien mode d'occuper l'espace et d'exister socialement. Nous l'avons vu en particulier dans les Villages agricoles socialistes, et dans la plupart des formes nouvelles d'habitat, qu'elles soient constructions publiques ou réalisations privées. Seul, le type « haouch transformé » semble résister à cette rupture, mais il est sans avenir : la taille des lots affectables à des individus dans les réserves foncières communales ne permet plus sa multiplication. Pourtant, les valeurs culturelles qui ont donné sens à l'existence sociale de la population des Hauts-Plateaux n'ont pas disparu et se réinvestissent dans ces formes nouvelles d'habiter : à la rupture correspond une réinvention originale, particulièrement visible dans le mode de bâtir et d'habiter.

1) La rupture.

La réduction de l'habitat à la seule fonction de logement engendre la disparition de la quasi totalité des gestes, rites et signes qui manifestaient la permanence d'une culture rurale spécifique. Désormais, l'habitat isole et replie sur soi dans une relative inactivité ; désormais les lieux et espaces de la célébration du groupe rassemblé sont concentrés autour des grandes installations, collectives et anonymes, de la ville : le stade, la mosquée, le *hammam*, la salle d'attente de l'hôpital, le *souk-el-fellah*. Les enfants maintenant, pour jouer, quittent la maison sans cour. La vie est ailleurs, loin du logement. Les rapports familiaux, et la division habituelle du travail familial entre les sexes et les âges deviennent totalement caduques. Le père ne détient plus l'autorité du savoir : s'il est maître de la maison, ce n'est vrai que symboliquement : son grand fils est plus expert que lui pour diriger les travaux du bâti, les entretiens, la pose de fils électriques ou de tuyaux d'eau. L'adolescent scolarisé est seul à comprendre les papiers administratifs, convocations, feuilles de paye, bons pour dotation de sacs de ciment... que le père lui tend à lire. Le fils et, parfois, les filles arrivent à détenir plus de pouvoir que le père, grâce aux nouvelles relations nouées sur les lieux de travail ou par l'école, grâce surtout à la paye mensuelle qu'ils ramènent à la maison et qui est indispensable pour joindre les deux bouts. Les repères culturels sont à ce point contredits qu'on peut voir des pères de famille venir supplier aux portes des usines qu'on embauche leur fille ! La femme, désormais exposée aux regards étrangers, contribue à l'économie familiale en allant travailler chez les autres... au nom d'un constat bien souvent entendu ces temps-ci, qu'une fille, une femme qui lave le linge et pétrit la galette, c'est un trop gros poids pour la maison quand le pain peut s'acheter et la fille ramener un salaire indispensable à l'agrandissement du logement.

Ces signes d'une rupture culturelle se voient encore au mobilier de la maison : à la place des coussins, tapis et nattes, on installe du mobilier, de vastes armoires à glace, des « salons » à divans et tables roulantes, une salle à manger avec table et chaises, des batteries de vaisselle fine et de thermos étincelants sur des rayons de bibliothèque, comme on le voit dans des logements récents même modestes. Sans parler de la télévision, de la machine à laver. Et quand la femme ne peut, à cause des enfants, travailler à l'extérieur, un véritable équipement technique féminin fait son apparition : machines à coudre électriques, à tricoter, gros équipement ménager. Et l'on voit le travailleur, dès réception de sa petite paye en fin de mois, arpenter les allées des magasins à grande surface en quête de vaisselle, machines ménagères, mobilier moderne. Ainsi l'habitat moderne, étroit et réduit au seul logement, envoie-t-il dans la nouvelle dispersion de la ville les membres de la famille à la recherche d'une activité dont le produit monétaire s'investit en consommation faste à l'intérieur du logement. Cette consommation par l'argent efface totalement les signes du partage d'une même existence par l'oeuvre commune où le geste et le corps de chacun se prolongeaient dans l'outil, le vêtement, le mur, le toit, le repas, l'animal, que chacun et chacune avait tissé, modelé, peiné, construit, élevé et soigné pour tous les autres, pour le groupe des siens.

2) La réinvention culturelle.

Les modes nouveaux d'habiter - et de construire - le logement exigent une puissante capacité d'adaptation à un monde nouveau, quand on vient des épars du Plateau steppique et que l'on gagne la ville. Il semble bien que les trésors d'ingéniosité, d'astuce, de courage et d'effort que développe le rural s'installant en ville ne puissent s'expliquer que par ce fonds culturel immémorial d'un peuple à l'âme forgée dans l'errance et la mouvance, en cette quête séculaire d'espaces nouveaux à défricher, et qui remonte « à cette époque où les tribus vaguaient dans le pays sans d'autres lois que leurs pactes collectifs » (J. Berque, 1938). Quand il faut bâtir un logement, on ne peut le faire seul : on a besoin des bras, des relations, de l'argent et du savoir des autres. Alors se manifeste un étonnant savoir-faire relationnel, une capacité à s'associer, sur la simple parole et sans garantie écrite. Les multiples formes de *hilm* (entraide par pacte social) exigées par la *badawa* (cette « disponibilité à la mobilité », chère à Ibn Khaldoun (A. Megherbi, 1971 : 129,181)) commence avec l'emprunt : frères, cousins même éloignés, amis, voisins parfois, prêtent au nouveau bâtisseur. Les bons de ferraille ou de ciment, les autorisations administratives, les appuis auprès des contrôles techniques, s'obtiennent parce que le groupe se reconstitue : non pas groupe de sang, mais groupe qui s'invente par de nouvelles relations de travail ou de voisinage où l'homme seul se fait reconnaître et se plait à se lier à des solidarités nouvelles, durables, gratuites au départ. Sans cela, jamais un travailleur ayant comme revenu sa seule paye d'ouvrier qualifié ou d'employé d'administration, ne pourrait bâtir une maison d'environ 400 000 D.A. quand le SMIG ne se monte qu'à 1 100 D.A. On sait aussi faire appel aux anciens liens du clan : un tel revient, à son douar de naissance, inviter des paysans à l'aider, comme manoeuvres, à construire son logis, parce qu'il ne peut payer le prix du

maçon citadin. On fait appel à d'anciennes connaissances pour obtenir une intervention d'un directeur ou d'un chef de service totalement inconnu. L'esprit de corps, la *'açabiyya*, fonctionne à nouveau, avec bonheur, avec une sorte d'heureuse complicité commune. Des camarades de travail viennent aider le soir ou en fin de semaine, pour les gros travaux collectifs du bâti, réinventant la *touiza* de jadis, mais plus largement que la simple solidarité consanguine.

Cette forme de *ta'adud*, d'assistance mutuelle au nom de la solidarité du groupe, est ici une renaissance, une nouvelle société qui émerge, à l'occasion de l'édification de la maison. Elle prend, bien plus souvent qu'on ne le penserait, les formes de la gratuité. C'est le conseil désintéressé, donné en groupe, le soir, lors d'une réunion d'amis sûrs reconstituant ainsi l'ancienne *djemâ*, l'assemblée des sages, car une bonne décision ne se prend, encore aujourd'hui, que dans le consensus du groupe. C'est encore la démarche volontaire du haut chef hiérarchique en faveur du manoeuvre : le premier justifiant ainsi à ses propres yeux son rôle social de protection et d'assistance qu'exige sa position prééminente, et l'obligé se sentant enfin totalement intégré au groupe quand il est ainsi reconnu, pris en charge, lié au chef par un lien très personnalisé d'obligation et de redevance.

Tant il est vrai qu'ici l'homme n'est rien sans le groupe (J. Berque, 1938). Ce sont encore ces femmes, se rencontrant au *hammam* ou chez le médecin, qui demandent à leurs voisines de faire jouer leur influence sur leur mari, ou de prêter leurs économies, pour aider à terminer la maison. Ainsi renaissent, sous des formes nouvelles et dans un cadre nouveau, les caractéristiques de l'ancienne culture, survalorisées car seules opératoires pour édifier un logement dans la pénurie des ressources et des moyens techniques.

L'avenir dira si l'invention de ces pratiques associatives se maintiendra dans l'anonymat collectif de la ville. L'on peut déjà avancer, pour le moins, que la plus grande partie des logements modestes, édifiés par des familles à revenus très moyens, n'aurait pas été réalisés sans cette réinvention culturelle.

BIBLIOGRAPHIE

- ANCER (A.), 1987, « RGPH 1987, les premières analyses », *El Moudjahid*, 19/7/87, Alger.
- BERQUE (J.), 1938, *Etudes d'histoire rurale maghrébine*, Editions Internationales, Tanger - Fez.
- DUVIGNEAU (G.), 1984, *Innovation agricole et société rurale en émergence, l'expérience-pilote du Sersou, Algérie, 1973-1977*, Th. Doc. d'Etat, Faculté des lettres et Sc. Humaines, Nice, 762 p.
- IBN KHALDOUN, *La Muqaddima, extraits*, Centre pédagogique maghrébin, Hachette, Alger 1965.
- LESBET (Dj.), 1984, *Les 1000 villages socialistes en Algérie*, OPU - Syros, Alger et Paris.
- MEGHERBI (A.), 1971, *La pensée sociologique d'Ibn Khaldoun*, SNED, Alger.